



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1652>

En grève le 18 mars, contre le pacte d'austérité du gouvernement et du MEDEF !

- Actualités -



Date de mise en ligne : mercredi 12 mars 2014

L'École Émancipée

30 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour le patronat chaque année et un plan d'austérité de 50 milliards sur les dépenses publiques pour financer ce nouveau cadeau, appelé sans rire « pacte de responsabilité ». Le tout sans aucune contrepartie... si ce n'est quelques mesures qui relèvent de l'affichage et qui n'ont qu'un seul but : obtenir la caution de certaines organisations syndicales signataires du Pacte. Aucun contrôle des prétendues contreparties n'est prévu. Le patronat n'a vraiment aucune raison de se plaindre de Hollande et de Ayrault !

Il s'est malheureusement trouvé des organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC et CFTC) pour signer un tel texte. Désormais, seule une mobilisation massive pourra imposer le retrait de ce « pacte ».

La CGT, FO, FSU et Solidaires, elles, appellent à une grève public-privé le mardi 18 mars prochain. Il faut bien sûr en assurer le succès, en saisissant toutes les occasions dans les prochains jours pour informer nos collègues de l'ampleur du recul qui s'annonce si nous laissons faire Hollande et Gattaz.

Les choses sont claires : face à un pouvoir qui gouverne pour le patronat en présentant la facture aux travailleurs, il n'y a rien à espérer de négociations « à froid ». Ce que le gouvernement nomme « dialogue social » n'est qu'un marché de dupes. C'est vrai du « pacte de responsabilité » comme des discussions récentes autour de la réécriture des statuts des profs du secondaire.

Il est totalement illusoire de croire que nous pouvons gagner quoi que ce soit en discutant avec le gouvernement sans avoir construit au préalable un rapport de forces favorable.

Ces dernières semaines, le patronat et la droite réactionnaire et homophobe ont su faire reculer le gouvernement. A nous d'en tirer les leçons pour notre propre camp et nos propres intérêts, en n'acceptant pas de Hollande ce que nous refusons de Sarkozy, en faisant entendre nos exigences contre une politique qui nourrit le désespoir et renforce le Front National sur fond de déliquescence de la droite parlementaire.